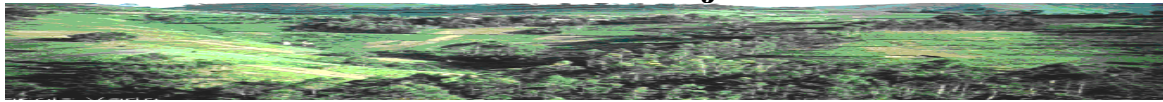


R W A N D A

La revue hebdomadaire de la presse
rwandaise
N° 440 du 11 au 17 juillet 2010



Les Points Focaux

Lire dans ce présent numéro :

Editorial :

Joutes électorales ; des couacs bien camouflés ; acteurs en coulisses

Politique :

- **KAGAME ; les Africains ont désormais leur homme d'Etat**
- **Mme Victoire INGABIRE des FDU, plus pacifiste que jamais**
- **MUKABUNANI/Me NTAGANDA : le leader du PS IMBERAKURI ?**
- **RSF demande à l'U.E l'arrêt de tout appui au gouvernement de Kigali**
- **Campagne 2010- les élus s'expriment : NTAWUKURIRYAYO (PSD)**

Sécurité :

- **Les FDLR légifèrent à leur façon dans les Kivus congolais**

Economie :

- **Expo commerciale Shanghai : opportunités de l'économie rwandaise**

Justice/Droits Humains :

- **Eliminations physiques en cascade des opposants politiques**
- **On réprime une presse partisane jouant à l'opposition**
- **FIDH : enquête indépendante sur assassinats politiquement motivés**

Éditorial**Joutes électorales ; des couacs bien camouflés ; acteurs en coulisses**

L'actuel régime de Kigali tente tant bien que mal de tempérer l'ambition des jeunes politiciens NTAGANDA/PS Imberakuri –INGABIRE/ FDU Inkingi- HABINEZA des VERTS et de les obliger à se désister de leur projet de poser leurs candidatures à l'imminente présidentielle du 9 août prochain. C'est presque demain. Cela ne va sans casser les pots. Les jeux sont serrés quoique rien ne veuille éclater au grand jour. Les lointains acteurs dans les coulisses, jamais ils ne s'afficheront. Ceux-là activent sérieusement les ambitions de ces jeunes politiciens ambitieux.

Demain on saura qu'eux aussi, ces jeunes politiciens, auront construit un véritable réseau social souterrain drainant les ressources financières pour leurs partis sous forme de contributions quasi consentantes depuis le simple paysan, l'employé de maison, le petit marchand ambulant que les policiers traquent dans les rues de Kigali, des agents et employés très moyens jusqu'au fonctionnaire... pour l'effort de la victoire d'une cause ; celle de la majorité. Tout ce petit monde aura été électrisé dans le grand secret l'invitant à soutenir son mien parti. Ne me demandez pas de quelle majorité dont il est question. En tout cas cette majorité n'a aucune couleur démocratique. C'est la majorité sentimentale. Ce réseau sera difficile à déconstruire car il cache des dessous socio ethniques qui sous tendent une autre vision, celle-là non nécessairement positive, de la gestion de la société. Comment le régime FPR actuel peut-il contrer ce coup fatal ?

D'étroites solutions de rechange sont échafaudées. Mais elles ne sont guère durables :

Au FPR régnant de faire un sérieux effort dans l'amélioration du Power sharing system avec ses anciens principaux partis coalisés avec lui durant ces 16 ans écoulés dont le PSD/Parti Socio Démocrate et le PL/Parti Libéral. L'autre parti négligeable, le PPC/Parti pour le Progrès et la Concorde, peut traîner ses savates derrière ces deux poids très moyens. Mais on lui reconnaît le mérite de devoir aligner pour la deuxième fois, une seule et même dame pour cette présidentielle qui s'annonce , Mme MUKABARAMBA, actuellement sénatrice.

Cette solution de rechange, jouer sur l'arène politique entre personnalités qui s'entendent à demi mots ou même tacitement, se comprennent et mesurent entre elles les degrés d'estime tout en se gardant de dépasser les bornes du tacite consensus ; celui de consacrer le FPR et Kagame comme leaders incontestés de gestion d'abord idéologique puis matérielle de la chose publique, et bien ; la jeune opposition décide qu'il n'en sera pas toujours ainsi.

Pourtant celle-ci ne joue pas franc jeu. Elle remorque toute une large opinion de citoyens rwandais surtout ceux-là de la diaspora et de puissants lobbies occidentaux qui contiennent difficilement leur colère de voir un ultra nationaliste KAGAME qui, croit-on, n'est pas du tout prêt de quitter le trône ou le gras fauteuil.

Du côté de Kigali Officiel, il paraît aussi impérieux que le régime actuel adopte de nouvelles stratégies, avec l'objectif de limiter les dégâts humains qui sont le lot désormais intermittent. Les enjeux sont sérieux : le pouvoir. Cela est vrai mais ce pouvoir doit être sérieusement moins répressif. Demain, ces partis à qui il est permis de participer pleinement au gouvernement, avec ministres selon les quota électoraux ; devront-ils envisager sérieusement comment décrier l'atmosphère sociale. Le FPR est-il regimbant au dialogue avec son opposition politique? Il est intéressant de voir la suite des événements au cas où ces partis auront ensemble totalisé au moins 40% des urnes au cours de cette

imminente présidentielle. Pourront-ils comprendre qu'ils contribueront dans la recherche des voies et moyens d'asseoir le dialogue politique tant réclamé par cette opposition ?

De deux, ces messieurs-dames de l'opposition, il faut bien qu'ils enterrent leur hache de guerre qu'ils brandissent à l'endroit des caudillos du régime actuel que sont la CPI ou les mandats d'arrêts émis par des juges au service de puissants lobbies occidentaux qui cachent mal la véritable cible de libre réappropriation du marché économique de cette Afrique des Grands Lacs et pour qui le régime en question les empêche d'entrer librement et à leur façon dans la chambre au trésor est congolaise.

La société civile rwandaise a-t-elle une marge de manœuvre de montrer les errements de l'une et l'autre partie ? Une contribution équilibrée, rationnelle et conséquente de la société civile serait un atout pour redresser les différents modes de vision sociale de nos acteurs et autres ambitieux politiques.

Le Rwanda politique actuel traverse-t-il une crise ? Je n'en vois aucune ! Au contraire, la crise serait au niveau d'une société civile incapable d'assumer ses responsabilités sociales ; celles d'user de son pouvoir moral et intellectuel de tempérer le jeu social et de dissémination et de gardien de la culture démocratique à toutes les strates et niveaux des structures sociales et étatiques.

Une autre crise corrélative à cette dernière est que les acteurs de cette société civile rwandaise dirigeant les associations œuvrant pour le développement culturel (production et changement positif de comportement social) et ceux-là s'activant dans la défense et protection des droits de la personne semblent trop dépendantes idéologiquement de leurs bailleurs et donateurs (Communauté internationale/Gouvernement actuel) au point qu'ils ont problème à poser comme des arbitres et médiateurs impartiaux dans les affaires supérieures de la nation, rien que de par leurs publications annuelles ou semestrielles. Bien plus, ils aspirent tous à la fonction politique. Ils ne font partie de la société civile que pour un court temps avant de se retrouver dans le domaine politique tant convoité.

Et enfin, venons-en à une autre société civile qui ne s'accepte pas comme telle. Il s'agit de ces Commissions nationales (Droits de la Personne, Unité et Réconciliation, Haut Conseil des Médias, ...). Conçues pour être autonomes, elles n'ont jamais suivi les modèles d'ailleurs (Kenya/ Droits de l'Homme, Burkina Faso/Media... où les personnalités élues pour les diriger ont toujours parfaitement joué leurs rôles de garde fou très intellectuellement et psychologiquement autonomes en polices et en action, au point que les acteurs politiques ont toujours psychologiquement compris qu'il y a barre à ne pas dépasser. Voilà donc une autre crise de la société civile rwandaise qu'il faut au plus vite dépasser et s'en vacciner.

NDJ

Veillez Passer vos publicités et communiqués sur cette page.

Une Page pleine : 200.000 Frw ou 400 USD Une demie page : 100.000 Frw ou 200 US
Un Quart de page : 50.000 Frw ou 100 USD Un Huitième de page : 25.000 Frw ou 50 USD

Chef de Publication : NDAYISHIMIYE Jovin

Assisté de Révérien KIRUZI et de Damascène SEMANZA

Prix au numéro : USA \$ 10.00 ou l'équivalent en FRW Abonnement annuel : USA \$ 500.00

Compte : Banque de Kigali N° 040- 0043044-09 (FRW) ----- 040-02 02 127-12 (USD)

Adresse: BP 2938 Kigali/Rwanda

Pour tout contact, appelez au 078 844 7961 ou transmettez le message publicitaire à l'e-mail lespointsfocaux@yahoo.fr

KAGAME ; les Africains ont désormais leur homme d'Etat

Curieux ce qu'est cet homme qu'une partie non négligeable d'intellectuels rwandais, surtout ceux de la diaspora, ne portent pas dans leur cœur. Un journal en ligne, **le NKB du 11 juillet**, montre que cet Homme d'Etat rwandais est la coqueluche des Ouest africains. La cause ? Il ose tenir tête et, froidement, il réclame le changement de l'équation OCCIDENT Donateur-Aide TIERS MONDE et RELATIONS COMMERCIALES EQUITABLES NORD-SUD. Cette dernière est une équation insoluble et indésirable par l'Occident possesseur de gros capitaux qu'il prête au Sud sous forme d'aides donc prêts à très long terme :

« Le chef de l'Etat rwandais le général major Kagame est non seulement connu et reconnu en Afrique de l'Ouest mais de nombreuses personnes éduquées et bien informées sur ce qui se passe et s'est passé au Rwanda l'admirent littéralement. (...) lui trouvent des qualités au point qu'elles souhaiteraient avoir un équivalent à la tête de leur pays.

Pourquoi alors qu'ils savent qu'il est parvenu au pouvoir par la force des armes et que d'après les médias et les ONGs de défense des droits de l'homme son régime se durcit de plus en plus.

Ce qu'il faut savoir c'est que de nombreux pays d'Afrique de l'ouest et centrale sont naturellement très - trop - bien dotés par la nature mais en raison du désordre ambiant, on dit toujours d'eux qu'ils sont parmi les pays les plus pauvres au monde.

Ils se disent qu'avec leurs richesses naturelles dans des pays bien plus grands et beaucoup moins peuplés que le Rwanda mais avec un homme fort comme Kagame, ils pourraient enfin décoller !

La principale raison du retard de ces pays ne serait pas la nature antidémocratique des régimes qui se sont succédé depuis cinquante ans mais le désordre, le laisser-aller et la désorganisation qui caractérisent la plupart de nos sociétés "modernes" quel que soit le dirigeant et le système politique en vigueur... »

Mme Victoire INGABIRE des FDU, plus pacifiste que jamais

Il est intéressant de voir que cette dame commence à sortir de son silence imposé. Les médias rwandais commencent à l'approcher. Elle aussi a mis de côté ses déclarations qui froissent les politiciens disciplinés de l'arène politique rwandaise, politiciens qui se comportent comme des séminaristes ... Elle sort de l'audience du tribunal qui jugeait son ami Me Bernard NTAGANDA, le 9 juillet dernier, elle se prête au micro de **IGIHE.COM**. Ses déclarations montrent une nouvelle jeune dame politicienne posée mais tenant farouchement à son objectif : le pouvoir mais pas en trichant avec sa conscience...

« Ingabire Victoire croit que la meilleure façon de contribuer au débat constructif pour le pays est “ une culture de tolérance des gens aux horizons idéologiques différents sans qu'une confrontation soit nécessaire”... Mme Victoire a dit qu'elle est revenue de son exil pour contribuer aux changements politiques pour que tous les Rwandais s'y retrouvent : “Nous sommes venues pour lutter pour les libertés et la démocratie jusqu'au moment où les gens pourront mener une coexistence pacifique, en toute transparence”, a-t-elle dit. Elle a ajouté que le fait qu'elle n'a pas été listée pour poser sa candidature à la prochaine présidentielle, cela a été fait malgré elle, qu'elle n'a jamais prévu se présenter à la présidentielle comme candidate indépendante, qu'elle représente

son parti ; qu'ainsi donc, du fait qu'il a été rendu impossible que son parti soit officiellement agréé, poser sa candidature n'a pas été possible... »

Manifestations à Bruxelles contre le régime de KIGALI

BBC, 13 Juillet

Au moment où cette jeune dame tempère son discours, des stratégies sont ajustées dans la métropole belge pour ramener le régime à baisser sa poigne. Une centaine des rwandais et quelques citoyens des pays africains comme la République Démocratique du Congo et le Cameroun vivant à Bruxelles ont manifestés ce mardi le 13 juillet 10 contre le régime du président rwandais Paul Kagame. Ils accusent ce dernier d'être un régime dictatorial. Ils demandent également le report du scrutin prévu le 09 août prochain, la libération des politiciens qu'ils qualifient d'opposants politiques dont Me Bernard NTAGANDA, l'ancien ministre des Travaux Publics NTAKIRUTINKA, Déo MUSHAYIDI, leader de PDP/Pacte Démocratique du Peuple et bien d'autres. Ils demandent aussi que cessent des harcèlements faits aux opposants du gouvernement de Kigali. Cela est rapporté ci après par la **BBC de ce mardi le 13 juillet 10**

*« Les manifestants étaient les rwandais, les congolais et quelques camerounais tous résidant à Bruxelles. Ils scandaient des slogans demandant la libération des politiciens détenus par le gouvernement de Kigali comme INGABIRE, MUSHAYIDI, NTAKIRUTINKA, Dr NIYITEGEKA, ALICE ainsi que les journalistes du journal UMURABYO. Ils disent que le droit de la personne n'est pas respecté au Rwanda. Ils demandent aussi le report des élections présidentielles prévues le 09 août de cette année. Ils trouvent que ces élections ne sont pas préparées en toute transparence. On peut se demander pourquoi ils ont choisi de s'adresser à l'Union Européenne au lieu de s'adresser au gouvernement rwandais. Un certain MATATA Joseph qui était parmi les manifestants, trouve que l'Union Européenne a une grande influence sur le gouvernement de Kigali. **‘Nous voulons montrer aux européens qu'ils sont en train d'apporter leur soutien à un dictateur qui peut nous faire revivre les moments du génocide comme ceux de 1994. Nous ne voulons pas qu'il y ait des victimes au cours de ces élections comme cela a été le cas au Kenya’**, affirme l'un des manifestants, Joseph MATATA.*

L'événement étonnant de ces manifestations est qu'on a vu sur des pancartes brandies l'effigie de GENERAL KAYUMBA NYAMWASA, alors que ce dernier est l'ennemi juré de ces manifestants. Ceux-ci demandent que l'auteur de la tentative de son assassinat soit connu. Bien plus, ils affirment que l'auteur de cet attentat n'est autre que le gouvernement de Kigali. Ils affirment que cela est dans le programme du gouvernement de Kigali de poursuivre ses opposants jusque même dans leur refuge.

Comme d'habitude les manifestations se sont déroulées dans le calme. Un document de deux pages montrant leurs doléances a été remis au bureau administratif de l'union européenne. »

MUKABUNANI/Me NTAGANDA : le leader du PS IMBERAKURI ?

Dernièrement le parti PS IMBERAKURI œuvrant au Rwanda s'est scindé en deux factions : celle de Mme MUKABUNANI Christine et celle de Me NTAGANDA Bernard qui est le président fondateur de ce parti. La faction de Mme Christine semble être la mieux agréée car cette dernière a été récemment élue au Conseil administratif du Forum des partis politique agréés au Rwanda tandis que le leader de l'autre fraction NTAGANDA Bernard est jusqu'à maintenant détenu. Il est accusé de l'idéologie génocidaire et d'atteinte à la sécurité du pays. Même avec cette situation, les partisans de

PS IMBERAKURI, faction de Me Bernard NTAGANDA, affirment que leur leader est lui le vrai président de PS IMBERAKURI.

Radio BBC de ce lundi le 12 juillet diffuse une interview menée avec un certain MWIZERE BAHIZI, un partisan de PS IMBERAKURI fraction de NTAGANDA :

« Me Bernard NTAGANDA est toujours le président de PS IMBERAKURI. Nous prenons Me NTAGANDA comme notre président. Il est même le président fondateur de notre parti PS IMBERAKURI. Mme MUKABUNANI n'est pas présidente de notre parti. Tous les partisans soutiennent Me NTAGANDA Bernard. Les déclarations de Mme Christine MUKABUNANI selon lesquelles notre parti n'est pas prêt pour présenter son candidat à la présidentielle n'est pas vrai. Nous avons désigné Me NTAGANDA comme notre candidat à la présidentielle. Le FPR utilise cette dame MUKABUNANI pour semer les dissensions au sein de notre parti. Pourtant cette dame a été chassée du parti lors de notre dernier Congrès. Nous sommes toujours aux côtés de NTAGANDA Bernard. Il est toujours le président de PS IMBERAKURI. Ces accusations contre Me NTAGANDA sont sans fondement. Etre opposant au gouvernement de FPR est devenu un crime. Tous les accusations portées contre lui ont été formulés par les procureurs rwandais avec l'objectif de lui empêcher à présenter sa candidature à l'imminente élection présidentielle. »

Ces jeunes voix qui veulent émerger retiennent l'attention d'une certaine opinion rwandaise et, comme par ricochet, une certaine opinion internationale qui exploite les faits événementiels sans toute fois connaître la vraie réalité profonde mise en branle par une machine internationale secrète des décideurs feutrés du statu quo économique du mode international régulant le semblant d'équilibre des affaires internationales. Cette machine, il faut bien aimer la raison hellène, est sérieusement tentaculaire et ses vannes marchent à merveille.

RSF demande à l'U.E l'arrêt de tout appui au gouvernement de Kigali

Reporters Sans Frontières/RSF a lancé ce mardi le 14 juillet 10 un communiqué demandant à la Communauté internationale surtout l'Union Européenne de cesser tout appui qu'elle offrait au gouvernement du Rwanda. RSF demande également l'arrêt de l'aide que l'Union offre pour la préparation des élections présidentielles prévues le 09 août prochain au Rwanda. **Radio BBC de ce mercredi le 14 juillet 10** interviewe Antoine Pierre, le chargé de l'Afrique au sein des Reporters Sans Frontières, il a expliqué les motivations de ces déclarations :

« Effectivement nous demandons à l'Union Européenne et à la Communauté internationale d'une manière générale de cesser son appui au régime de Kigali par ce que le droit de la personne et la liberté de la presse ne sont pas respectés au Rwanda. Il semble comme si la communauté internationale acceptera les résultats des ces élections en préparation au Rwanda. Pourtant la situation démocratique actuelle est très médiocre. Personne n'en parle mais nous de RSF ne pouvons pas nous tromper sur des tels rapports. Ce sont les autorités du pays qui sont responsables de la démocratie dans n'importe quel pays. Ce que je veux dire ici est que si la situation demeure la même jusqu'aux élections présidentielles, la communauté internationale regrettera d'avoir soutenu un gouvernement qui viole gravement la liberté de la presse et les droits de la personne.

BBC : On dirait que vous êtes en retard car l'appui aux élections est déjà donné

Oui, l'appui est déjà donné mais je pense qu'il n'est pas trop tard car si l'Union européenne arrête les autres aides qu'il offrait au gouvernement de Kigali et dire clairement qu'il n'est pas d'accord avec le régime de ce dernier, ceci aura un impact sur l'image actuelle du Rwanda et sur la réélection du président Kagame dans le prochain scrutin. En peu de mots, les journalistes sont très harcelés au Rwanda, il y a un journaliste tué le moi dernier. Beaucoup des journalistes qui ont fui le

régime de Kigali sont poursuivis par les services des renseignements rwandais jusque même dans leurs refuges or ces journalistes sont les exilés politiques, les autres qui sont restés dans le pays n'ont pas le droit de s'exprimer librement. Ils ne peuvent pas publier les articles critiquant le gouvernement. Ceux qui osent le faire sont harcelés et finalement arrêtés, l'exemple est la jeune dame journaliste rédactrice en chef du journal UMURABYO dernièrement arrêtée. »

Les RSF sont-ils vraiment conséquents, rien que pour la mission humanitaire de protection du droit de libre expression des journalistes ? Je crains qu'il y a du bluff. Une ONG foncièrement humaniste devrait être politiquement et déontologiquement désintéressée par ce que lui dictent les lobbies qui la sponsorisent. S'il est vrai que Paul Kagame, le Président rwandais a tous les péchés qui lui sont dictés par son cursus historique comme la plupart des Rwandais. Cependant, les messieurs-dames de RSF taisent une part non négligeable de son moi ; celui d'être un homme d'Etat doublé de chef de guerre soucieux de remettre au pas la machine étatique qui se respecte dans la Communauté internationale. Et il a sérieusement cette dimension, de loin plus importante que celle de ses pairs telle que vue dans l'opinion publique rwandaise et internationale. Mais en avois c'est aussi un crime impardonnable de la part de ses pourfendeurs. Fait-il des dérapages aussi énormes dans le mode de gestion de sa machine gouvernementale ? Cela ne fait pas l'ombre d'un doute ! Mais les stratèges politiques agissent toujours de la sorte, à part, et c'est ça différence, qu'il veut bousculer le mode scolastique occidentale de philosophie pratique du commerce des aides et du développement de son pays et, partant, de tous les pays de la périphérie.

Curieusement la campagne médiatique de l'opposition fait mouche. Le régime de Kigali est montré sous une forme sanguinaire. On fait tout pour le discréditer. Au fond, seules les voix médiatiques de l'opposition se font entendre dans la Communauté internationale. Les erreurs politiques commises par le régime en matière de violation des droits humains sont vite médiatisées et passées de relais en relais. On ne sait pas contrer cette propagande qui n'augure rien de bon. C'est comme s'il y a une conspiration autour d'un régime qu'on veut abattre à tous les coups.

REUTERS du 13 juillet :

La police rwandaise a arrêté un journaliste indépendant pour avoir comparé le Président Kagame à Hitler, le dirigeant nazi allemand...

Saidati Mukakibibi, une journaliste qui n'est pas officiellement attitrée et travaillant pour un journal indépendant UMURABYO, a été arrêtée pour diffamation, incitation au désordre social et au divisionnisme ethnique, a déclaré KAYIRANGA Eric, le porte parole de la Police rwandaise. "Ses articles causaient un désordre social en termes de propagande du divisionnisme et de dissémination de rumeurs qui causent l'insécurité". Le régime Kagame déclare que la liberté d'expression doit être limitée par le souci d'éradiquer l'animosité ethnique qui a culminé au génocide des 800.000 Tutsi... La police détient également la rédactrice en chef d'UMURABYO depuis la semaine dernière. Mais les autorités démentent les accusations des activistes des droits humains selon lesquelles le gouvernement est entrain de traquer l'opposition critique et les journalistes avant la campagne électorale présidentielle d'Août prochain.

Allons avec OUEST France du 14 Juillet :

« Les Rwandais iront aux urnes le 9 août. Pourtant sûr de sa victoire, le camp présidentiel intensifie la répression politique. Au Rwanda, il ne fait pas bon critiquer le président Paul Kagame. Le chef de l'État devrait pourtant être beau joueur ; n'est-il pas assuré d'être réélu le 9 août ? Pourtant, les crispations sont de plus en plus évidentes et nombreuses.

Dernier incident en date : l'arrestation d'Agnès Uwimana, directrice du journal Umurabyo, officiellement pour négation de génocide, en réalité pour un article comparant le président Paul Kagame à Hitler. Cette arrestation s'inscrit dans une longue liste de mesures de rétorsion contre la presse et les partis d'opposition. En avril, deux publications, Umuseso et Umuvugizi, ont été interdites pour insultes au chef de l'État. En juin, Jean Leonard, un journaliste très critique à l'égard du pouvoir, a été assassiné à Kigali, la capitale rwandaise.

« Une fois de plus, les autorités prétextent la sécurité nationale et la négation de génocide pour faire taire les voix discordantes de la presse indépendante », explique Mohamed Keita du Comité pour la protection des journalistes... »

AGENCE RWANDAISE D'INFORMATION/ ARI du 13 juillet :

La police a ordonné la comparution de Saidath MUKAKIBIBI, journaliste , et de Patrick KAMBALE, le designer du journal UMURABYO. KAMBALE fait face à des charges en rapport avec l'infographie où il a reproduit la photo de Paul Kagame, le Président du Rwanda, avec à l'arrière fond, la croix gammée NAZI. Ce dernier s'est expliqué disant que tous ces matériaux lui ont été donnés par ses supérieurs de la direction du journal. La loi régissant les médias ordonne que seul la direction d'une publication dont le chef de publication et le rédacteur en chef sont responsables des erreurs commise par la rédaction du journal. Pour ce qui est de la journaliste MUKAKIBIBI, la police déclare qu'elle est auteur ou co-auteur des articles d'UMURABYO pour lesquels son chef de publication UWIMANA Agnès est poursuivie. La police d'investigation dit que même si elle est reconnue pour sa qualité de journaliste, MUKAKIBIBI a collaboré avec UMIMANA dans ces articles sujets à controverse...

Parbleu ! Quel est donc ce qui dérange ces autorités des médias ? Pourquoi n'appliquent-ils pas à la lettre le prescrit de la loi qu'ils ont mise en place ? On emprisonne une journaliste ? C'est même une erreur car la seule punition extrême, elle aussi inacceptable, aurait été de suspendre graduellement temporairement le journal. Pour la journaliste ? Pas question de l'emprisonner. La loi est muette sur ce point. Elle ne donne aucun ordre pareil à l'Officier du Ministère Public. On va trop loin comme si on voulait donner un coup de mauvaise publicité à son régime.

Pourtant tout tourne autour des sensibilités politiques. Un autre article d'ARI du même jour, le 13 juillet, rapporte que le Haut Conseil des Média s'est réuni pour une conférence de presse qui expliquait les raisons de l'arrestation de tout le personnel de la publication UMURABYO. Le porte parole de la Police nationale est aussi invité à cette Conférence. Ça sent politiquement :

« Le porte parole de la Police a dit que UWIMANA Agnès, directrice de UMURABYO est ses complices ont publié des articles appelant aux divisions dans les forces armées du pays, action qui menace la sécurité du pays. UWIMANA et ses collègues peuvent écoper 30 ans de prison si ils sont reconnus coupables.

Dans un autre développement de la situation, il a été révélé que MUKAKIBIBI est la Secrétaire de la forte dirigeante du non encore enregistré FDU, Mme Victoire UMUHOZA INGABIRE... »

Campagne 2010- les élus s'expriment : NTAWUKURIRYAYO (PSD)

Le candidat présidentiel PSD, l'heureux Dr Damascène NTAWUKURIRYAYO, est sûr de glaner autant d'urnes qui peuvent lui valoir une recomposition du paysage politique rwandais. Les milieux de la diaspora ont beau tempêter mais la recomposition politique actuelle telle que voulue par le régime actuel est de fidéliser ses anciens partis de la coalition et revenir à un éventail politique qui

ressemble au triumvirat. Les déclarations de ce candidat présidentiel montrent que le jeu est dessiné, les cartes entraînent de se jouer. Tout se lit entre les lignes. Le PSD se décide de jouer son jeu politique. Reste à voir si il va publier son manifeste de campagne où on pourra lire son idéologie politique :

ARI y va :

Quelles sont vos sentiments au moment où vous allez entrée en compétition avec un formidable challenger, Paul Kagame?

NTAWUKURIRYAYO DAMASCENE : *Rien à part ce que je ressens en tant que candidat de mon parti le PSD vieux de 19 ans à ce jour. Mon parti a donné sa contribution à la nation en tant que membre du Gouvernement, ayant des sièges au Parlement et présent dans tous les niveaux de gouvernance de ce pays. Notre contribution a été remarquable... Nous avons activement participé aux élections de 2003 et 2008 au cours desquelles nous avons gagné des sièges au Parlement. Sur ce, j'ajouterai qu'en tant que candidat (présidentiel) et comme quelqu'un qui a contribué pour maint aspects à la vie de ce pays, nous baserons notre campagne au prescrit du manifeste de notre parti. Nous montrerons également certains secteurs à améliorer en tant que Parti Socio Démocrate.*

Au Cours des Parlementaires de 2008, les activités des Partis politiques étaient interdits d'opérer au niveau national. A quelles proportions votre parti est-il implanté dans la base communautaire et comment ceci aidera-t-il votre campagne et vos aspirations à la candidature présidentielle ?

NTAWUKURIRYAYO DAMASCENE : *Nous sommes représentés à tous les niveaux. Nos membres sont actifs ... Quand vous briguez un poste comme celui-ci (la Présidence de la République), vous ne comptez pas uniquement aux membres de votre parti. Ce sera aussi mon devoir de convaincre d'autres électeurs qui appartiennent à d'autres partis, non seulement par mon programme politique ou mon manifeste. La question est la force de convaincre les électeurs de ce que vous avancez et de montrer ce que vous êtes entraînés de faire pour eux.*

Quel est le contenu de votre manifeste ? Quel est votre projet politique au cas où vous remporterez la Présidence ?

NTAWUKURIRYAYO DAMASCENE : *Nous continuerons de renforcer la souveraineté et la sécurité de ce pays, y compris l'unité et la réconciliation de notre peuple. Nous promouvrons ses conditions de vie particulièrement la qualité de l'éducation mais aussi les carrières techniques et professionnelles. Ceci permettra aux lauréats d'entrer à même dans la compétition dans le monde du travail sur la scène nationale mais aussi dans la région... Du côté politique, nous continuerons de distribuer équitablement tous les postes de direction du pays depuis le niveau national jusqu'à la base en impliquant les partis politiques qui sont au Rwanda. En matière de justice, notre devoir du septennat que nous allons commencer, sera de continuer à bâtir la Capacity building du système judiciaire et d'améliorer notre système d'arrestation. (Economiquement), nous continuerons à développer le secteur agricole en introduisant les aspects techniques (comme) l'irrigation, la retenue d'eau... Dans le domaine de la santé, nous focaliserons nos politiques sur la prévention dans tous ses aspects. En termes de traitement de maladies, nous améliorerons la qualité des agents de santé...*

Les défis pressants de l'heure ?

POLITIQUE

NTAWUKURIRYAYO DAMASCENE : *Une natalité galopante qui ne cadre pas avec la croissance économique du pays...*

Accusations selon lesquelles votre parti n'est qu'un écran du FPR qui veut montrer qu'il y a un multipartisme dans le pays...

NTAWUKURIRYAYO DAMASCENE : *(...) En 2010, en 19 ans de notre existence, comme nous suivons de près l'évolution de la vie du pays, notre parti a décidé que nous ayons un manifeste politique que nous devons montrer aux Rwandais. Et nous devons briguer positivement cette candidature présidentielle en brandissant un manifeste politique que nous devons montrer aux Rwandais. Notre action politique n'est pas dans la ligne de l'opposition classique comme d'aucuns la qualifient. A ceux-là qui nous insultent, que diraient-ils des récentes élections en Grande Bretagne où Conservateurs et Libéraux gèrent ensemble le Gouvernement ? Ils ne partagent pas nécessairement la même vision, ils se sont néanmoins mis d'accord sur les principes d'unité et de prospérité du pays et qu'ils devront gouverner le pays sur base d'un programme commun. Que diraient-ils, pour exemple, à propos du Président OBAMA qui a invité dans son administration des personnalités clé du Parti Républicain, à commencer par son ministre à la Défense ? La France, le ministre des Affaires étrangères est issu du Parti Socialiste. Le Rwanda est entrain de servir de modèle selon lequel différents partis politiques pourraient se mettre d'accord sur une vision de gouvernance du pays, le seul problème est de voir comment mettre en pratique cela. Au PSD, nous devons montrer comment accélérer ces points pour matérialiser au plus vite une vision nationale... Je respecte le président Kagame. Cela signifie que si je suis élu par les citoyens rwandais, je dois aussi être respecté par tout citoyen rwandais car le peuple voit un président comme tel. Ils doivent le prendre comme une institution...*

Vous et les autres candidats présidentiels, le temps de campagne est-il court... ?

NTAWUKURIRYAYO DAMASCENE : *Non ! On s'est mis d'accord sur la durée de la période lors des élections de 2003. Il est vrai que c'est un travail d'arrache-pieds pour les candidats et les partis. Le marathon à travers tout le pays. Mais la raison est que nous ne devons pas monopoliser tout le temps des citoyens qui doivent consacrer leur temps au travail ardent. Une autre raison est: "Nous Rwandais, sommes-nous capables financièrement de faire plus de 3 semaines de campagne ?.."* »

ND.J

Les FDLR légifèrent à leur façon dans les Kivus congolais

Ces combattants rwandais dans les maquis des provinces congolaises de l'est ne s'embêtent pas de continuer à montrer leur puissance et de régner sur ce grand ensemble. Ils peuvent respirer ce grand air. Mais ils gaffent toujours et de piètre et ignoble façon. Ils sont loin de se crédibiliser car ils portent sérieusement atteinte aux droits de ceux-là qui les ont accueillis en frères. OXFAM, une ONG internationale opérant dans la région est congolaise, mène son assessment à ce propos :

« Les civils congolais font face à un accroissement de risques de viols et de travail forcé comme conséquences de l'opération militaire appuyé par la Communauté internationale contre des groupes rebelles. L'enquête portant sur 816 sujets répartis dans 24 communautés du Nord et Sud Kivus révèle que 60% des personnes interrogées se sentent actuellement moins en sécurité que l'an passé, avec femmes et jeunes garçons qui se sentent particulièrement vulnérables. L'enquête a couvert les espaces des opérations militaires AMANI LEO, ...contre les éléments des FDLR/Forces Démocratiques de Libération du Rwanda et autres groupes rebelles.

Quelques 75% des femmes interrogées ont déclarées se sentir actuellement en danger plus que l'an passé ; il en va de même de 65% des garçons... Les femmes ont dit que les viols se sont étendus de 20 à 24 communautés...

Les personnes enquêtées relevant de 19 sur les 24 communautés ont déclaré que l'offensive contre les FDLR et les autres milices a été responsable d'actes extrêmes de violences dont les viols et l'incendie des maisons. Dans certains endroits, l'offensive a accru les représailles brutales des FDLR sur les civils. L'armée congolaise a aussi été identifiée comme perpétrateur principal de ces sévices avec des militaires comme menace dans 23 sur 24 communautés dans lesquelles s'est appliquée l'enquête. Même si 11 communautés ont mentionné de bons exemples de soldats qui protégeaient des civils comme en conduisant des patrouilles de nuit et en libérant des gens pris en otage par les FDLR, seule une communauté n'a pas subi des sévices de la part des militaires. Dans d'autres endroits, des crimes commis par des militaires ont été d'une extrême gravité-tueries, tortures, incendie d'habitations, viols en groupe- au point qu'il n'y avait pas de distinction avec les excentricités commises par les FDLR. Trois quarts des communautés affirment avoir connu les pillages effectuées sur elles par les militaires qui prenaient argent, téléphones mobiles jusqu'au bétail et denrées alimentaires. Une autre enquête conduite dans le territoire de KABARE au Sud Kivu a dénombré 15 barrières dans la région sur lesquelles plus de 18.000 Dollars auraient été extorqués aux passagers... »

ND.J

Expo commerciale Shanghai : opportunités de l'économie rwandaise CONTACT FM, 13 Juillet

Le Rwanda a été invité dans une exposition universelle qui se tient à Shanghai, ville industrielle chinoise. Cette exposition est une opportunité pour les hommes d'affaires et entreprises rwandais d'exposer leurs produits et leurs capacités. Il est aussi une occasion de présenter les progrès faits par le Rwanda, 16 ans après le génocide de tutsis de 1994. La radio rapporte que ceci aura un impact sur la façon dont la communauté internationale perçoit l'image du Rwanda.

Reportage :

« L'invitation du Rwanda à l'exposition universelle à Shanghai n'est pas seulement un moyen de créer un lien avec les entreprises étrangers mais également une opportunité de changer la façon dont le monde perçoit le pays. La ministre rwandaise du commerce et du développement industriel, Mme Monique NSANZABAGANWA, affirme que chaque fois que le Rwanda expose sa culture au monde, cela est une occasion aux gens de constater les progrès réalisés par la nation depuis la fin du génocide de 1994. Et celle-ci d'ajouter que, bien sûr, cet événement est un très bon moyen, pour les opérateurs du Secteur privé rwandais, de rencontrer des nouveaux partenaires étrangers ; la Chine comptant plus d'un milliard et demi des consommateurs potentiel des produits rwandais.

Selon Emmanuel HATEGEKA, secrétaire permanent au ministère du commerce et du développement de l'industrie, la manière de faire les affaires au Rwanda a bien évolué. Il n'y a même pas dix ans, la plupart des hommes d'affaires et entrepreneurs rwandais n'avaient pas de passeports alors qu'aujourd'hui beaucoup sont ceux qui se rendent dans d'autres pays de la région et du monde de façon à étendre leurs entreprises tout en promouvant le pays :

“La manière de voir les choses et le mode de vie changent quand on est en contact avec d'autres pays. Ce que nous commençons à observer, c'est l'émergence d'une classe moyenne dans ce pays, une amélioration des conditions de vie et une nouvelle mentalité qui émerge également”, affirme Emmanuel HATEGEKA, Secrétaire permanent au ministère du commerce et du développement de l'industrie. Selon lui, c'est le bon moment pour les entreprises rwandaises de s'intéresser à l'exportation de leurs produits vers la chine, vu que maintenant le Rwanda peut exporter quelques 4000 produits vers le géant asiatique sans devoir payer des taxes et impôts. »

Très bon pour l'environnement des affaires. Mais cela demande un plein épanouissement de l'esprit dans une atmosphère politique saine. Libéralisme économique va de pair avec la transparence politique. Il faut donc que les sociologues politiques rwandais exploitent ce nouveau vent et qu'ils visitent l'arène politique rwandaise afin de montrer l'hiatus dans cette équation Politique=Economie. Et qu'ils donnent leurs avis, leurs conseils et le way forward aux pouvoirs publics.

Et puis, pourquoi une lutte entre personnalités pour accaparement d'un tel ou tel programme.

Présentement, l'exploitation du gaz méthane du Lac Kivu n'avance pas, côté congolais. Reportage

EDITIONS SOURCES DU NIL du 13 juillet :

« “Le dégazage du méthane s'impose et il faut l'exploiter afin de permettre aux populations des Kivu et du Rwanda de bénéficier l'électricité, de l'eau potable et du développement économique”, a estimé José Endundo, le ministre congolais de l'Environnement, conservation de la nature et tourisme, dans une interview à Radio Okapi.

Cependant, actuellement rien de concret ne se fait du côté de la RDC, près de six mois après l'allocation des fonds de la Banque mondiale.

S'exprimant sous le couvert de l'anonymat, un expert proche du dossier a indiqué à Radio Okapi que le ministère congolais des Hydrocarbures estime qu'il doit être impliqué dans ce projet. D'après cet expert, les violons ne s'accorderaient pas entre les ministères des Hydrocarbures et de l'Environnement, d'où le blocage.

En juillet 2009, la RDC et le Rwanda avaient signé, à Kinshasa, un avenant pour l'exploitation commune du gaz méthane du Lac Kivu en vue de produire de l'énergie électrique d'une capacité de 200 mégawatts.

Dans l'accord, les deux pays s'étaient convenus de se partager 100 mégawatts, chacun, pour résoudre le déficit en électricité dans cette partie de la Région des Grands Lacs... »

ND.J.

Eliminations physiques en cascade des opposants politiques

Des assassinats politiques se suivent à pas cadencé. Quoi ? Pourquoi on peut être atteint de cécité au point qu'on ne saurait pas voir que ces assassinats portent un discrédit au régime actuel de Kigali ? **LES EDITIONS SOURCES DU NIL du 14 juillet** rapportent qu'un vice-président des GREENS du Rwanda vient de subir une mort atroce :

« André Kagwa Rwisereka, Vice Président des Verts au Rwanda, porté disparu hier le 13 juillet 2010 a été retrouvé aujourd'hui mort décapité non loin de la rivière Mukura à 3 km de la ville de Butare selon le communiqué du Président du parti des Verts rwandais Frank Habineza. Selon le même communiqué son frère Antoine Haguma confirme avoir vu le corps. Ses papiers (carte d'identité et le permis de conduire) avaient été retrouvés hier dans son véhicule qui a été saisi par la police de la ville de Butare. Son passeport a été retrouvé à son domicile.

Depuis le début de l'année c'est l'escalade de la violence au Rwanda. Le parti des Verts, le PS Imberakuri et le FDU ont formé un front commun pour réclamer sans succès au régime rwandais de Paul Kagame de pouvoir présenter des candidats libres à l'élection présidentielle du 9 août prochain. Une manifestation interdite a été réprimée le 24 juin 2010 par des dizaines d'arrestations des représentants de l'opposition dont le leader Bernard Ntaganda du PSI qui est toujours en prison. Victoire Ingabire la présidence des FDU est assignée depuis plusieurs mois à résidence. Le général Kayumba Nyamwasa qui a fui le régime a été abattu en Afrique du Sud, par un tireur à la solde du régime rwandais selon les accusations des autorités sud-africaines. Le journaliste Jean-Léonard Rugambage a été assassiné au Rwanda parce qu'il menait des enquêtes sur cet assassinat. Le 8 juillet Agnès Uwimana a été arrêtée parce qu'elle a publié un article où elle se posait des questions sur l'assassinat de Jean-Léonard Rugambage et la tentative d'assassinat de Kayumba Nyamwasa. »

Le communiqué du Président des VERTS rwandais du 14 juillet confirme la mauvaise nouvelle :

« Sa tête était Presque séparée de son corps. Il a été retrouvé dans le marais de la rivière MUKURA, à 3 Km de la Ville de BUTARE... Son frère affirme avoir vu le corps du décédé. Au cours de notre visite à BUTARE hier, nous avons trouvé que sa carte d'identité, les clés de sa maison et celles de sa voiture étaient restés dans la voiture abandonnée puis retrouvée par la police qui l'a amené à la station de Police. Son passeport a été retrouvé dans sa maison de TABA, un quartier de la ville de Butare ».

On réprime une presse partisane jouant à l'opposition

Assassinat, traque et détention des journalistes ; l'escalade de l'extrême punition pour ces journalistes qui outrepassent la fonction journaliste et trempent dans l'activisme politique. Après la suspension des journaux UMUSESO et UMUVUGIZI, on prive de liberté à d'autres journalistes d'un autre tabloïd UMURABYO, autrement plus désobligeant. Mais dans tout cela, la meilleure punition profitable au régime actuel aurait été de donner à ces journalistes qui ouvrent largement et crûment leurs sentiments politiques de leur donner des opportunités d'apprentissage journalistique suffisant. Mais l'organe de régulation des médias, le HCM, n'y pense pas. Il excelle à catégoriser les journalistes en pro et contre le régime. Triste erreur ! La répression de l'expression des idées hypothèque sérieusement l'image d'un régime. Tout le bon côté, toutes les grandes réalisations dudit régime sont noyés dans la levée des boucliers de la Communauté internationale.

Les journalistes emprisonnés : opinion de Reporters Sans Frontières

« Inquiète de l'extrême dégradation du climat pour la presse au Rwanda, après l'arrestation d'une journaliste, dernier incident de la véritable "série noire" qu'a connue le pays les semaines passées, **Reporters sans Frontières** demande à l'Union Européenne et aux autres bailleurs de fonds internationaux de suspendre leur soutien au régime de Kigali et de cesser leur appui financier à l'organisation de l'élection du 9 août prochain.

"Combien de temps la communauté internationale va-t-elle encore cautionner ce régime liberticide ? En soutenant l'élection présidentielle du mois prochain, qui se prépare pourtant dans des conditions exécrables, les autorités ne laissant de répit à personne, la communauté internationale se rend complice du régime. Si elle arrêta ses décaissements, l'Union européenne marquerait clairement son opposition aux pratiques des autorités rwandaises", a déclaré l'organisation.

Le 8 juillet 2010, **Agnès Uwimana Nkusi**, directrice du bimensuel privé Umurabyo, a été arrêtée par la police et placée en détention provisoire au commissariat de Remera, à Kigali. Cet incident fait suite à la publication dans son journal de plusieurs articles concernant des sujets "sensibles". Dans les deux derniers numéros du bimensuel, la journaliste avait notamment publié des analyses et des questionnements sur le meurtre du rédacteur en chef d'Umuvugizi, **Jean-Léonard Rugambage**, et la tentative d'assassinat du général Nyamwasa, exilé en Afrique du Sud...

Poursuivie pour "incitation à la désobéissance civile", "outrage au chef de l'Etat", "propagation de fausses rumeurs" et "négarion du génocide des Tutsis", la journaliste sera jugée prochainement par le parquet. Son arrestation pourrait présager de la suspension définitive du journal.

La journaliste avait déjà été condamnée à un an de prison ferme, en 2007, pour "sectarisme" et "diffamation". »

Toute l'opinion internationale est d'avis que, malgré tout, les violations des droits de l'homme ont atteint un apogée sans égale au Rwanda, durant cette période de précampagne électorale. Des citoyens rwandais de la diaspora crient fort et de vitupérations en propos d'une désobéissance qui n'appelle pas à la retenue de la part de celui qui commet des erreurs pour qu'il se redresse. Un SHIMAMUNGU Eugène ne construit pas. Il veut plutôt, avec son **BILLET D'HUMEUR du 13 juillet**, qu'on en finisse avec le régime de Kigali qu'il traite de tous les maux. Mais tout de même, quoiqu'il y va très fort, il montre qu'il n'est pas trop tard de renverser la vapeur et de revenir à la normale :

« *Citius, altius, fortius ! La devise olympique semble être actuellement celle du président rwandais Paul Kagame dans son sport préféré : le crime. A chacun de ses forfaits, nous pensons qu'il a touché le fonds, mais non, il continue de creuser ! Un puits sans fond ! Depuis le début de l'année, le nombre d'assassinats réussis ou manqués se sont multipliés, on ne comte plus le nombre d'arrestations, de disparitions, on ne peut plus rien compter, tellement c'est énorme ! Joseph Ntawangundi (on l'a déjà oublié celui-là), Déo Mushayidi (dont plus personne ne parle), Victoire Ingabire, Bernard Ntaganda, Peter Erlinder, Kayumba Nyamwasa, Agnès Uwimana, Jean Léonard Rugambage, etc. Tout ça c'est lui ! Les grenades qui ont précédé, c'est aussi lui ! Où s'arrêtera-t-il ? Qui va l'arrêter ? A chaque arrestation, à chaque attentat, on se demande ce qui va suivre ! What next ? (...)*

Une dictature meurtrière pèse sur les citoyens rwandais emmurés de le silence par peur d'une répression sanglante en cas de soulèvement populaire. Mais la cocotte-minute est au bord de

l'explosion, surtout lorsque le plus inéligible des Rwandais décide de présenter sa candidature à la Commission électorale, interdisant à d'autres candidats plus présentables et plus honnêtes de le faire. C'est sa propre survie qui est en jeu. Et qui ne l'a pas compris, ne connaîtra pas le véritable mobile de tous les crimes actuels perpétrés au vu et au su de tout le monde. Et il a prévenu, d'autres assassinats sont en préparation comme il l'a déclaré sur la TVR le 28/06/10 devant un parterre de journalistes à propos d'un général qui a été abattu et d'autres qui seront assassinés « Umujenerali warashwe, cg n'abandi bazaraswa n'ejo n'ejobundi ». Et gare à ceux qui ratent ou ne parviennent pas à supprimer leurs cibles, ils devront rendre des comptes.

(...) »

Les sentiments africains !!! Nos intellectuels rwandais font vaciller l'opinion rwandaise dans le mauvais côté. On ne prend pas le temps de montrer que l'intellectualisme fait naître dans l'homme les sentiments et attitudes de l'honnête homme. SHIMAMUNGU est loin d'être ce sage intellectuel qui devrait comprendre les errements du régime et donner de possibles voies de sortie qui ne portent pas à un nouveau cercle de violence. Pour lui le vin est tiré. Il s'emporte dans l'apologie d'une héroïne :

« *L'heure du bilan pour Victoire Ingabire*

Il faut bien reconnaître que c'est l'arrivée de Victoire Ingabire au Rwanda qui a mis l'électricité dans l'air. Son bilan est énorme, car jusque là les Rwandais ne savaient pas qu'on peut risquer sa vie pour une idée, pour la démocratie, en abandonnant sa famille. Peut-être le reniement (quelles que soient les raisons) de son premier accompagnateur dans l'aventure Joseph Ntawangundi a gâché le tableau, mais cela tout le monde l'a oublié. Ce qui fait de Victoire Ingabire une véritable héroïne, c'est le fait même de faire comprendre aux Rwandais, qu'ils peuvent se soulever contre l'oppression du pouvoir dictatorial de Kagame, qu'ils peuvent braver les interdictions et manifester dans la rue, quitte à être arrêté, torturé, tué. Et ceci n'est qu'un début, le dictateur n'a qu'à bien se tenir. Il a compris que plus personne n'a peur de ses prisons mouroirs, plus personne n'a peur de mourir. Les professionnels en communication pourraient lui conseiller de relâcher tout ce monde emprisonné, et d'arrêter de tuer les gens, car c'est cela même qui risque de provoquer un soulèvement populaire qu'il ne pourra pas arrêter. C'est comme cela que toutes les révolutions commencent. »

FIDH : enquête indépendante sur assassinats politiquement motivés

Des organisations internationales pensent-elles comme ce guerroyeur ? **ARI du 19 juillet** reprend un communiqué de la FIDH qui demande clairement que cesse le cycle des violences ciblées durant cette période préélectorale rwandaise. Sous le titre : ***La FIDH appelle à mettre un terme à l'actuelle vague de violence et demande une enquête indépendante et impartiale sur les assassinats d'opposants politiques et de journalistes***, on lit

« *La Fédération Internationale des ligues des droits de l'Homme (FIDH) appelle à mettre un terme à l'actuelle vague de violence au Rwanda et demande une enquête indépendante et impartiale sur les assassinats d'opposants politiques et de journalistes, indique-t-elle lundi dans un communiqué.*

La FIDH condamne avec la plus grande fermeté la vague de violence qui sévit à l'approche de l'élection présidentielle prévue le 9 août 2010.

Les assassinats, arrestations et détentions arbitraires, menaces, actes de harcèlement et d'intimidation à l'encontre d'opposants politiques et de journalistes ne cessent de se multiplier, ce qui ne laisse en rien présager de la tenue d'un scrutin libre, transparent et surtout sécurisé.

"Le Rwanda se félicite souvent des progrès qu'il a réalisés en matière de démocratie et de bonne gouvernance. L'escalade de la violence et de la répression que connaît le pays à l'approche de l'élection présidentielle démontre au contraire qu'il y a encore très peu de place pour le respect des libertés individuelles des citoyens rwandais", a déclaré Souhayr Belhassen, présidente de la FIDH.

La FIDH appelle les autorités rwandaises à se conformer aux dispositions de la résolution sur les élections en Afrique, en particulier celles appelant les Etats parties à "veiller à ce que toutes les parties concernées puissent mener leur campagne librement, sans violence, ni intimidation", et à "protéger, avant, pendant et après les élections, les journalistes, les défenseurs des Droits de l'Homme, les observateurs et superviseurs électoraux des intimidations et autres abus des droits humains". »

La très volubile ministre rwandaise des Affaires étrangères s'embarque dans la guerre médiatique que mène l'opposition à son régime, une opposition qui met à nu toutes les erreurs commises par le régime surtout en matière de violation des droits de l'homme. Elle se prête à une interview avec **AP/Associated Press de ce 20 juin** dont la dépêche est reprise par **ARI** qui rapporte :

« La ministre rwandaise des Affaires étrangères a ce lundi 19 juillet réfuté véhément les accusations selon lesquelles le gouvernement rwandais serait impliqué dans les récentes attaques contre ses opposants politiques, arguant qu'enquêteurs et journalistes devraient démasquer des gens qui tentent de créer le chaos dans la société au moment où nous nous dirigeons vers les élections présidentielles... 'Nous ne pouvons pas certainement être un modèle de gouvernement pour tout le peuple, mais non plus ne formons pas un gouvernement stupide. Et nous ne tenterons pas de tuer 3 individus en série juste à l'approche des élections, élections au cours desquelles nous croyons fermement que le Président Kagame devrait remporter... Nous n'avons aucun motif de tuer... La question qui se pose est de savoir qui profite réellement de cette situation de crime ? Qui a intérêt dans ce climat d'instabilité et de peur au Rwanda ? Ce n'est certainement pas ce gouvernement, et encore moins, Paul Kagame... Pour sûr, nous savons que quelqu'un veut créer un état de chaos et de trouble au Rwanda avant la tenue des élections. Pour cela, nous sommes dans un état d'alerte maximum', a déclaré MUSHIKIWABO à AP (Associated Press). »

Pour ce qui est du journaliste assassin RUGAMBAGE, MUSHIKIWABO a dit que celui-ci a servi comme un jeune militaire dans l'armée rwandaise qui a commis le génocide de 1994, qu'il a purgé une peine d'emprisonnement et que ce n'est que par après, élargi, qu'il s'est converti au journalisme... MUSHIKIWABO a dit que quelqu'un a été arrêté par la Police car suspecté d'avoir assassiné le vice Président du Parti Démocratique des VERTS Rwandais, M. André RWISEREKA... »

L'Agence REUTERS du 20 juillet suit elle aussi la ministre rwandaise à NEWYORK et est émerveillée des prestations médiadiplomatiques de la ministre. Elle défend avec acharnement l'image de son régime:

« Le Rwanda doit contrôler sérieusement journalistes et politiciens et prévenir qu'ils n'adoptent une rhétorique du divisionnisme ethnique qui a fait de sérieux ravages au cours du génocide de 1994, a déclaré Louise MUSHIKIWABO, ce lundi 19 juillet. Le président rwandais Paul Kagame est donné

pour gagnant des élections du 9 août prochain, mais des voix critiques émettent des inquiétudes sur l'accroissement d'un environnement de répression dans le pays... "Des politiciens qui veulent briguer le poste présidentiel doivent se prémunir d'une rhétorique qui aurait des relents idéologiques ethnisants qui les ramèneraient dans les mauvais moments qu'ils ont connus par le passé... Ce n'est pas une question de liberté d'expression. N'importe qui qui veut monter en politique au Rwanda est libre de s'exprimer sur tous les sujets mais non sur le génocide... non adopter un discours ethno centré sur les divisions Hutu/Tutsi", a dit la ministre.

Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki MOON a dit à Kagame au cours de leur rencontre à Madrid la semaine dernière qu'il nourrissait des inquiétudes sur beaucoup d'incidents récents qui ont monté d'un cran les tensions politiques au Rwanda...

"Ce qui s'observe sur terrain au Rwanda, c'est le niveau d'excitation. L'atmosphère d'un désastre n'y est définitivement pas... Victoire INGABIRE ? Elle a des aspirations politiques. C'est une femme qui a quitté le pays et y est revenue 16, 17 ans après. Elle a débarqué avec un discours divisionniste. Le Rwanda est un pays qui a connu le génocide et il s'est équipé d'un assortiment de loi qui empêchent quiconque d'inciter les gens à la haine ethnique", a déclaré la Ministre... »

ND.J

Revue Hebdomadaire de la Presse Rwandaise
-LES POINTS FOC AUX-

Téléphone : +250 (0) 788 44 79 61

B.P 2938 Kigali

Compte BK n° 040-0043044-09 (Frw)

040-0202127-12 (USD)

Adresse e-mail: ndayrw@yahoo.com

CONTRAT D'ABONNEMENT

Nom :

Adresse: B.P.:

Tél.:

E-mail:

Je désire m'abonner à La Revue de Presse Hebdomadaire **LES POINTS FOC AUX**

Pour une période de : 3 mois 125\$ 6 mois 250\$ 1 an 500\$

La livraison de la revue se fera par e--mail

Autre moyen (à spécifier par l'abonné)

Je souscris à l'abonnement de(mois et année)
à(mois et année)

Je réglerai ma facture : à mon office

Par versement au compte BK n° 040-43044-09 (FRW) / 02 02 127 (USD)

Au siège de Les Points Focaux

Les termes du présent contrat doivent être honorés par l'abonné en s'acquittant de ses frais d'abonnement à l'avance selon la période souscrite et par la Direction de Les Points Focaux en livrant son produit périodiquement et dans les délais selon les termes du présent contrat.

Fait à le...../...../.....

Signature de la Direction de Les Points Focaux

Signature de l'Abonné